



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/42/21
1 mars 2004

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante-deuxième réunion
Montréal, 29 mars - 2 avril 2004

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'ANNÉE 2004

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Dans son programme de travail pour 2004 la Banque mondiale demande l'approbation, à la 42^e réunion, d'une somme de 562 933 \$US pour la préparation de projets et le renouvellement de projets de renforcement des institutions, plus les coûts d'appui de l'agence de 42 220 \$US. Les activités proposées par la Banque mondiale dans son programme de travail sont présentées dans le tableau 1 suivant :

Tableau 1: Programme de travail de la Banque mondiale pour 2004

Pays	Activité/Projet	Montant requis à la 42e réunion \$ US	Montant recommandé \$ US
SECTION A: ACTIVITES RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE			
AI. Préparation de projets			
Chine	Préparation de projet pour la deuxième phase du plan d'élimination des agents de transformation	125 000	125 000
Tunisie	Préparation de la mise à jour du programme de pays	80 000	80 000
Total partiel pour la préparation de projets:		205 000	205 000
AII. Renouvellement du projet de renforcement des institutions			
Tonnes PAO			
Equateur	Renouvellement du projet de renforcement des institutions: phase III	0	176 800
Total partiel pour le renouvellement du projet de renforcement des institutions:		176 800	176 800
TOTAL PARTIEL DE LA SECTION A		381 800	381 800
SECTION B: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
BI. Renouvellement du projet de renforcement des institutions			
Tonnes PAO			
Philippines	Renouvellement du projet de renforcement des institutions : phase IV	14,97	181 133
TOTAL PARTIEL DE LA SECTION B		181 133	A venir
SECTION C: ACTIVITES QUI SERONT PRÉSENTÉES POUR APPROBATION À UNE RÉUNION ULTÉRIEURE EN 2004			
CI. Renouvellement des projets de renforcement des institutions			
Tonnes PAO			
Chili	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	-	n/a
Turquie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	-	n/a
TOTAL PARTIEL DE LA SECTION C		n/a	-
TOTAL DE TOUTES LES SECTIONS:		562 933	
Coûts d'appui de l'agence (7,5 pour cent)*:		42 220	
COÛT TOTAL POUR LE FONDS MULTILATERAL :		605 153	

Notes

*Calculé d'après la Décision 38/68, para. 116

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

AI. Préparation de projets

2. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des deux activités de préparation de projet mentionnées dans le tableau 1 précédent, avec les niveaux de financement indiqués.

3. En ce qui concerne la préparation de la mise à jour du programme de pays pour la Tunisie, la Banque mondiale a convenu que toute conversion future de la mise à jour du programme de pays en un projet de gestion de l'élimination finale (PGEF) se ferait sans demande de fonds additionnels.

AII. Renouvellement du projet de renforcement des institutions

(a) Équateur (phase III) 176 800 \$US

Description du projet

4. La description du projet de renforcement des institutions pour le pays mentionné en rubrique est contenue dans l'Annexe I au présent document.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

5. Le Secrétariat du Fonds recommande une approbation globale du projet, avec le niveau de financement indiqué dans le Tableau 1. Le Comité exécutif pourrait transmettre au Gouvernement de l'Équateur les opinions qui figurent à l'Annexe II au présent document, suite à l'approbation du renouvellement du projet de renforcement des institutions dans ce pays.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR UN EXAMEN INDIVIDUEL

BI. Renouvellement du projet de renforcement des institutions

(a) Philippines (phase IV) 181 133 \$US

Description du projet

6. La description du projet de renforcement des institutions pour le pays mentionné en rubrique est contenue dans l'Annexe I au présent document.

Observations du Secrétariat du Fonds

7. Les Philippines ont déclaré une consommation de 42,8 tonnes PAO en 2002 pour les substances de l'Annexe E (bromure de méthyle), ce qui est supérieur au niveau de gel de sa

consommation de 8 tonnes PAO. Par conséquent, d'après la Décision XV/25 de la vingt-cinquième réunion des Parties au Protocole de Montréal, les Philippines sont en situation de non-conformité aux mesures de réglementation dans le cadre du Protocole.

8. La décision XV/25 précise les mesures à prendre par les Philippines et par tous les autres pays qui sont dans une situation similaire, pour revenir à la conformité. Des projets ont été approuvés pour les Philippines et, une fois mis en œuvre, ils permettront à ce pays d'atteindre son objectif de réduction de 20% en 2005.

9. La Banque mondiale a inclus dans son plan d'activités pour 2004-2006, un plan d'élimination des fumigènes pour les Philippines.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

10. La demande de financement pour la phase IV du projet de renforcement des institutions aux Philippines est déposé pour examen individuel, compte tenu des observations du Secrétariat. Le niveau de financement a été accepté tel qu'indiqué ci-dessus. Le Comité exécutif pourrait transmettre au Gouvernement de l'Équateur les opinions qui figurent à l'Annexe II au présent document.

Annexe I

PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Equateur : Renouvellement du renforcement des institutions

Résumé du projet et profil du pays	
Agence d'exécution:	Banque mondiale
Montant initialement approuvé:	
	Phase I: mars 1993 170 673*
	Phase II: juillet 1999 97 300**
Total	267 973
Montant demandé pour le renouvellement (Phase III) (\$ US):	176 800
Montant recommandé pour approbation (\$ US)	176 800***
Coûts d'appui de l'agence (US \$)	13 260
Coût total du renforcement des institutions (Phase III) pour le Fonds multilatéral	190 060
Date d'approbation du programme de pays	Février 1992
Date d'approbation de la mise à jour du programme de pays (le cas échéant)	--
Consommation totale de SAO indiquée dans le programme de pays (1989), (tonnes PAO)	742,1
Plus récente consommation de SAO indiquée (2002) (tonnes PAO)	273,4
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO):	
(a) Annexe A du Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	301,4
(b) Annexe A du Groupe II (halons) (moyenne 1995-1997)	5,5
(c) Annexe B du Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	0
(d) Annexe B du Groupe III (chloroforme de méthyle) (moyenne 1998-2000)	0
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	66,2
Plus récente consommation des substances réglementées (2002) (tonnes PAO):	
(a) Annexe A du Groupe I (CFC)	229,6
(b) Annexe A du Groupe II (halons)	0
(c) Annexe B du Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0,2
(d) Annexe B du Groupe III (chloroforme de méthyle)	0
(e) Annexe C du Groupe I (HCFC)	2,8
(f) Annexe E (bromure de méthyle)	40,8
Montant approuvé pour les projets (en date de décembre 2003) (\$ US)	4 710 826
Montant décaissé (en date de décembre 2003) (\$ US):	2 945 748
SAO à éliminer (tonnes PAO)	480,3
SAO éliminées (en date de décembre 2003) (tonnes PAO)	284,5

* Montant décaissé sur le montant approuvé de 204 000 \$US.

** Représente le montant approuvé à la 28e réunion, excluant le montant non décaissé de 33 700 \$US provenant de la phase I et transféré dans la phase II.

*** d'après le montant initialement approuvé de 204 000 \$US.

Rapport périodique

1. Durant la période du rapport, l'unité nationale de l'ozone (UNO) a reçu du soutien pour la mise en œuvre de la deuxième phase du programme de pays qui permettra à l'Équateur d'atteindre ses objectifs d'élimination des SAO. Au total, 5 projets d'investissement et un projet ne portant pas sur des investissements ont été déposés et approuvés par le Comité exécutif, incluant un plan national d'élimination des CFC qui éliminera la consommation résiduelle durant la période 2004-2010. Des campagnes de sensibilisation du public et des activités de formation

ont été menées par l'UNO durant la période 1999-2003, tel que prévu. Elles incluaient la couverture médiatique des activités de protection de l'ozone, de multiples séminaires de formation sur la réfrigération et l'élaboration d'un manuel des pratiques exemplaires en réfrigération. En 2003, suite aux efforts de l'UNO, le Conseil des investissements et du commerce extérieur (COMEXI) a imposé une interdiction des importations d'équipements de réfrigération contenant du R-12 et du R-502. De même, le ministère de la Santé a interdit l'homologation de produits aérosols contenant des SAO, à l'exception des inhalateurs à doseur.

2. Depuis 1999, le pays a tenté activement de renverser les tendances croissantes de la consommation de bromure de méthyle pour la fumigation des sols, par des rencontres avec les intervenants et par des projets de démonstration et d'investissement. La consommation actuelle de bromure de méthyle pour des applications autres que sanitaires et préalables à l'expédition est inférieure à la consommation de référence et les projets en cours amèneront le niveau de la consommation maximale des utilisations réglementées à 29 tonnes PAO d'ici janvier 2005.

Plan d'action

3. La prolongation du projet proposée appuiera les efforts de l'UNO pour mettre en place une stratégie globale d'élimination des SAO dans ce pays. Ces efforts incluent l'élimination de la consommation de CFC dans toutes les industries restantes et dans le secteur de l'entretien par le plan national d'élimination des SAO; l'identification des secteurs de consommation résiduelle de SAO; l'amélioration de la capacité nationale d'évaluer et de réglementer l'utilisation des SAO; la réglementation du commerce illégal des SAO et l'application du cadre réglementaire pour garantir la permanence et la viabilité des réductions de la consommation de CFC. Les plans pour des mesures législatives incluent notamment la ratification des amendements de Montréal et de Beijing; l'instauration de quotas d'importation/exportation selon un système de permis, l'établissement du calendrier de réduction pour éliminer la consommation de CFC dans ce pays; l'interdiction de l'utilisation de CFC dans la fabrication de mousses et de réfrigérateurs, une fois les conversions achevées; la mise en place d'un calendrier de réduction, selon le projet approuvé pour PLANTADO SRL, afin de réduire la consommation de bromure de méthyle.

Philippines: Renouvellement du projet de renforcement des institutions

Résumé du projet et profil du pays		
Agence d'exécution:		Banque mondiale
Montant initialement approuvé:		
	Phase I: mars 1993	209 000
	Phase II: juillet 1999	139 333
	Phase III: mars 2002	181 133
	Total	529 466
Montant demandé pour le renouvellement (Phase IV) (\$ US):		181 133
Montant recommandé pour approbation (\$ US)		181 133
Coûts d'appui de l'agence (\$ US)		13 585
Coût total du renforcement des institutions (Phase IV) pour le Fonds multilatéral		194 718
Date d'approbation du programme de pays		Juin 1993
Date d'approbation de la mise à jour du programme de pays (le cas échéant)		2000
Consommation totale de SAO indiquée dans le programme de pays (année), (tonnes PAO)		2 536,1
Plus récente consommation de SAO indiquée (2002) (tonnes PAO)		1 817,9
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO):		

a) Annexe A du Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	3 055,9
b) Annexe A du Groupe II (halons) (moyenne 1995-1997)	103,9
c) Annexe B du Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	0
d) Annexe B du Groupe III (chloroforme de méthyle) (moyenne 1998-2000)	0
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	8,0
Plus récente consommation des substances réglementées (2002) (tonnes PAO):	
a) Annexe A du Groupe I (CFC)	1 632,3
b) Annexe A du Groupe II (halons)	0
c) Annexe B du Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0
d) Annexe B du Groupe III (chloroforme de méthyle)	0
e) Annexe C du Groupe I (HCFC)	142,8
f) Annexe E (bromure de méthyle)	42,8
Montant approuvé pour les projets (en date de décembre 2003) (\$ US)	26 784 577
Montant décaissé (en date de décembre 2003) (\$ US):	19 382 738
SAO à éliminer (tonnes PAO)	1 827,1
SAO éliminées (en date de décembre 2003) (tonnes PAO)	1 638,1

Rapport périodique

4. Durant la période du rapport, le Bureau de l'ozone des Philippines a préparé la stratégie nationale d'élimination des CFC, approuvée à la 38^e réunion du Comité exécutif et il en supervise la mise en œuvre. Le Bureau de l'ozone des Philippines a terminé un programme de formation des agents de douane qui a fourni de la formation, du matériel et des équipements aux agents de douane à travers le pays; il a aussi participé aux activités de surveillance et d'intervention reliées à l'élimination des SAO, telles que le contrôle des importations et la répression du commerce illégal; organisé des campagnes de sensibilisation sur la problématique de l'ozone; mis à jour et géré une banque de données des utilisations des SAO et des équipements à base de SAO dans le pays; coordonné des efforts visant la ratification des amendements de Montréal et de Beijing; coordonné le travail de divers agences gouvernementales pour assurer la conformité nationale aux engagements du Protocole de Montréal. Au sujet du bromure de méthyle, le Bureau de l'ozone des Philippines a mené des consultations et organisé des ateliers pour élaborer une stratégie nationale d'éliminations. Il a aussi joué un rôle dans la création d'un inventaire des halons et travaille avec l'armée à l'élaboration d'une stratégie pour gérer les systèmes existants à base de halon 1301.

Plan d'action

3. Le renouvellement du projet de renforcement des institutions proposé aidera le Bureau de l'ozone des Philippines et ses agences partenaires à s'assurer que les Philippines se conforment aux objectifs d'élimination des SAO, énoncés dans le Protocole de Montréal et ses amendements. Durant les deux années de renouvellement du projet, l'accent sera mis sur la ratification des amendements de Montréal et Beijing, la surveillance de la mise en œuvre uniforme et efficace du plan national d'élimination des substances réglementées qui vise entre autres le secteur de l'entretien et la poursuite de l'élaboration de stratégies pour la gestion des halons et l'utilisation du bromure de méthyle. Au cours des deux prochaines années, des activités de sensibilisation générales et ciblées continueront de compléter les diverses activités du Bureau de l'ozone des Philippines.

Annexe II

OPINIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES RENOUVELLEMENTS DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DÉPOSÉS À LA 42^E RÉUNION

Equateur

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions dans ce pays. Le Comité constate avec satisfaction que l'Equateur est parvenu à respecter ses objectifs de gel de consommation au cours des quatre dernières années et qu'avec la mise en place d'un plan national d'élimination, il atteindra ses objectifs de consommation de CFC d'ici 2005. Le Comité reconnaît et continuera d'appuyer les mesures considérables prises par le Gouvernement de l'Equateur pour réduire sa consommation de SAO. Ces mesures incluent une interdiction des importations d'équipements de réfrigération contenant du R-12 et du R-502, une interdiction de l'homologation des produits aérosols à base de SAO et la nécessité d'obtenir des permis pour les importations de bromure de méthyle. Le Comité exécutif espère qu'au cours des deux prochaines années l'Equateur poursuivra sa stratégie d'élimination des SAO, avec la mise en œuvre des projets en cours et l'application des mesures de soutien législatif.

Philippines

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions dans ce pays. Le Comité constate avec satisfaction que les Philippines ont mis en place, avec succès, un plan national d'élimination et que le pays pourra ainsi atteindre ses objectifs de consommation de CFC d'ici 2005. Le Comité reconnaît les mesures importantes prises par le Gouvernement des Philippines pour réduire sa consommation de SAO. Ces mesures incluent, entre autres, les efforts de coordination entre les diverses agences pour assurer la conformité nationale aux engagements du Protocole de Montréal ainsi que des activités de formation, de surveillance et d'application et des campagnes de sensibilisation. Le Comité exécutif est confiant que les Philippines poursuivront leur démarche intégrée pour éliminer les SAO au cours des deux prochaines années et espère que ces efforts contribueront à un retour anticipé à la conformité pour les exigences relatives à la consommation de bromure de méthyle.

2004 WORK PROGRAM

**PRESENTED TO THE 42nd MEETING
OF THE EXECUTIVE COMMITTEE**

**BANK-IMPLEMENTED
MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS**

February 25, 2004

WORK PROGRAM FOR THE WORLD BANK-IMPLEMENTED MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS

1. This proposed work program for Bank-Implemented Montreal Protocol Operations is prepared on the basis of the World Bank 2004 Business Plan, which will be submitted to the 42nd Meeting of the Executive Committee in March 2004. The proposed 2004 Business Plan consists of investment and non-investment activities to assist Article 5 countries in adhering to their freeze obligations, and meeting their 50% and 85% reduction targets. The proposed Business Plan was developed taking into account results of the revised model three-year phase-out plan prepared by the Multilateral Fund Secretariat, which includes all approved activities through 2003.
2. The total amount of deliverables of the proposed 2004 World Bank Business Plan is US\$89.3 million. Funds will be used towards new and previously approved activities, which combined will capture an estimated 20,907 ODP tones.
3. The proposed 2004 Business Plan includes deliverables of 29 investment activities in 17 countries, totaling US\$88.2 million. Of these: i) thirteen activities are multi-year projects that were previously approved by the Executive Committee; ii) six activities are new multi-year projects that will be submitted to the Executive Committee for the first time; iii) nine activities are new investment projects; and iv) one activity is a multi-year project funded by the Government of the United States.
4. The proposed Business Plan allocates approximately 48% of the total investment deliverables to support annual work programs of the Argentina, China and India CFC production closure projects, the China Halon Sector Project and the CTC production closure project in India. In addition, the a new submission for the CFC production closure project for Venezuela is included.
5. In 2004, requests to support implementation of previously approved phase-out and sector plans will include subsequent funds for: i) approved CFC phase-out plans in Malaysia, Philippines, Thailand, Bahamas, and Ecuador; foam phase-out plan for China; ii) MAC refrigeration sector plan for Indonesia and commercial refrigeration sector plan for Turkey; iii) CTC phase-out plans for India, Malaysia and Thailand; and iv) for the approved process agent phase-out plan for China.
6. Other than deliverables for ongoing multi-year agreements, the 2004 Work Program includes two new national CFC phase-out plans, in Antigua and Barbuda and in Viet Nam, an aerosol phase-out plan and a foam phase-out plan in Indonesia, two Methyl Bromide phase-out plans, in Thailand and in Malaysia, and one country program update for Tunisia.
7. The 2004 Work Program includes funding a request to extend the support for implementation of existing institutional strengthening projects in Chile, Ecuador, Philippines and Turkey. Requests for funds for institutional strengthening projects in

Ecuador and Philippines have been submitted to the 42nd Meeting at a total cost of US\$404,464.29.

8. A new project preparation activity is included for China. Resources will be used for preparation of the second phase of the process agents phase-out plan, which will be submitted to the 42nd Executive Committee Meeting in 2005.

9. The breakdown of project preparation funds that will be presented to the 42nd Executive Committee Meeting, for support of investment and non-investment activities in each client country is shown in Tables 1 and 2.

Table 1: Project Preparation Request – Investment activities to be presented to the 42nd Executive Committee Meeting

Country	Funding Request (US\$)	Duration	Description	Justification
Tunisia	80,000	March - December 2004	Preparation of Country Program Update	---
China	125,000	March - December 2004	To prepare a second phase of Process Agents phase-out plan	Process Agents applications that will be covered by Phase II of the phase-out plan are those that Parties may add to their list of applications, in the near future, under the Montreal Protocol. In order to prevent China from being in non-compliance to the Protocol when these new activities are added, project preparation work must be initiated
Sub-total	205,000			
Support Cost	15,375			
Total Request	220,375			

Table 2: Project Preparation Requests - Non-investment Activities to be presented to the 42nd Executive Committee Meeting

Country	Request (US\$)	Duration	Description
Ecuador	176,800	January 2004– December 2005	Renewal of the Ecuador Institutional Strengthening Project.
Philippines	181,133	January 2004 – December 2005	Renewal of the Philippines Institutional Strengthening Project.
Sub-total	357,933		
Support Cost	46,531.29		
Total	404,464.29		